

**Art. 7.** - L'article 130<sup>ter</sup> du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> juillet 2014, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 130<sup>ter</sup>. Le montant journalier de l'allocation de chômage du chômeur qui perçoit un avantage dans le cadre, pendant ou suite à des études, une formation, un stage ou un apprentissage et qui, conformément à l'article 152<sup>quinquies</sup> de l'arrêté royal, peut suivre ces études, cette formation, ce stage ou cet apprentissage avec maintien des allocations, est diminué de la partie du montant journalier de l'avantage qui excède 10,18 EUR.

Pour l'application de l'alinéa précédent, lorsque l'avantage est payé mensuellement, le montant journalier de l'avantage correspond à 1/26<sup>e</sup> du montant mensuel théorique de l'avantage.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque l'avantage est payé selon une autre périodicité que celle visée à l'alinéa précédent, le montant journalier de l'avantage correspond à 1/x<sup>ème</sup> du montant total qui est dû pour la période totale à laquelle l'avantage a trait où x correspond au nombre de jours situés dans cette période calculée en régime 6 jours.

Le montant ainsi obtenu est arrondi au cent supérieur ou inférieur selon que la fraction du cent atteint ou n'atteint pas 0,5. Il ne peut être inférieur à 12 cent.

Le montant mentionné à l'alinéa 1<sup>er</sup> est lié à l'indice pivot 103,14 valable au 1<sup>er</sup> juin 1999 (base 1996 = 100), selon les règles fixées à l'article 113. ».

**Art. 8.** - L'article 7 du présent arrêté est applicable lorsque la décision prise visée à l'article 152<sup>quinquies</sup> de l'arrêté royal précité du 25 novembre 1991, se situe à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 9.** - Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 octobre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,  
K. PEETERS

**Art. 7.** - Artikel 130<sup>ter</sup> van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 juli 2014, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 130<sup>ter</sup>. Het dagbedrag van de werkloosheidsuitkering van de werkloze die een voordeel ontvangt in het kader van, tijdens of ten gevolge van studies, een opleiding, een stage of een leertijd en die, overeenkomstig artikel 152<sup>quinquies</sup> deze studies, opleiding, stage of leertijd mag volgen met behoud van de werkloosheidsuitkeringen, wordt verminderd met het dagbedrag van de vergoeding dat 10,18 euro overschrijdt.

Voor de toepassing van het vorige lid, indien het voordeel maandelijks wordt betaald, stemt het dagbedrag van de vergoeding overeen met 1/26<sup>e</sup> van het theoretisch maandelijks bedrag van de vergoeding.

Voor de toepassing van het eerste lid, indien het voordeel wordt betaald volgens een andere periodiciteit dan die bedoeld in het vorige lid, stemt het dagbedrag van de vergoeding overeen met 1/x van het totale bedrag dat verschuldigd is voor de volledige periode waarop dit bedrag betrekking heeft, waarbij x overeenstemt met het aantal dagen gelegen in deze periode berekend in het 6 dagenstelsel.

Het aldus bekomen bedrag wordt afgerond naar de hogere of lagere cent, naargelang het gedeelte van de cent al dan niet 0,5 bereikt. Het mag niet minder bedragen dan 12 cent.

Het in het eerste lid vermelde bedrag wordt gekoppeld aan de spilindex 103,14, geldend op 1 juni 1999 (basis 1996 = 100), volgens de regels bepaald in artikel 113."

**Art. 8.** - Artikel 7 van onderhavig besluit is van toepassing wanneer de beslissing die wordt genomen bedoeld in artikel 152<sup>quinquies</sup> van voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991, zich situeert vanaf de datum van inwerkingtreding van onderhavig besluit.

**Art. 9.** - De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 oktober 2017.

FILIP

Van Koningswege :  
De Minister van Werk,  
K. PEETERS

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2017/205144]

22 OCTOBRE 2017. — Arrêté royal modifiant les articles 71<sup>bis</sup>, 137 et 138<sup>bis</sup> de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, afin d'adapter la procédure pour l'indemnisation du travailleur des ports reconnu en fonction du recrutement électronique

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, i, remplacé par la loi du 14 février 1961, et § 1<sup>septies</sup>, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, inséré par la loi du 25 avril 2014;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant la réglementation du chômage;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, donné le 16 mars 2017;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 avril 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 juin 2017;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2017/205144]

22 OKTOBER 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 71<sup>bis</sup>, 137 en 138<sup>bis</sup> van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, met het oog op de aanpassing van de procedure voor vergoedbaarheid van de erkende havenarbeider in functie van de elektronische aanwerving

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, artikel 7, § 1, derde lid, i, vervangen bij de wet van 14 februari 1961 en § 1<sup>septies</sup>, derde lid, 1<sup>o</sup> ingevoegd bij de wet van 25 april 2014;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, gegeven op 16 maart 2017;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 april 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 8 juni 2017;

Vu l'avis 61.834/1/V du Conseil d'Etat, donné le 9 août 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 71bis de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, inséré par l'arrêté royal du 13 juillet 2007 et modifié par les arrêtés royaux des 7 février 2014 et 30 décembre 2014, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup>) au § 4, les mots « du présent article » sont remplacés par les mots et chiffres « des §§ 1<sup>er</sup> et 3 »;

2<sup>o</sup>) il est inséré un § 5, rédigé comme suit :

« § 5. L'article 71 ne s'applique pas au travailleur visé à l'article 28, § 3, 1<sup>o</sup>, qui prétend à des allocations en tant que chômeur complet et pour lequel une dispense de présentation est d'application, conformément à l'article 74, § 4, et à l'exécution d'une convention collective de travail conclue au sein de la sous-commission paritaire pour la régie portuaire à laquelle le travailleur ressortit, qui prévoit un recrutement électronique.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, reste cependant soumis à l'article 71, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup>, jusqu'au dernier jour de travail du mois, le travailleur visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> qui exerce une activité au sens de l'article 45, telle que décrite au sixième alinéa, pour autant qu'il choisisse cette procédure au lieu de la procédure mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, reste cependant soumis à l'article 71, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup>, le travailleur visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> qui exerce une activité artistique au sens de l'article 27, 10<sup>o</sup>, qui est intégrée dans le courant des échanges économiques, ainsi que ce travailleur qui perçoit un revenu au sens de l'article 130 et tiré de l'exercice d'une activité artistique.

Le travailleur qui, en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, n'est pas en possession d'une carte de contrôle et qui exerce une activité visée à l'article 45, telle que décrite au sixième alinéa, doit le communiquer à son organisme de paiement. Cette communication doit s'effectuer, par écrit, pour chaque mois au cours duquel une telle activité est exercée, avant le début de la première activité dans le mois. Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ce travailleur est soumis à l'application de l'article 71, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup>, à partir du début de l'activité faisant, ou ayant dû faire l'objet de cette déclaration et jusqu'au dernier jour de travail du mois en question.

La déclaration prévue à l'alinéa 4 est considérée, pour l'application de l'article 153, comme une déclaration obligatoire au sens de cet article.

Pour l'application du présent paragraphe, ne sont pas considérées comme une activité au sens de l'article 45 :

1<sup>o</sup> une activité effectuée à la suite d'un recrutement par un employeur issu de la régie portuaire à laquelle le travailleur ressortit; de même que,

2<sup>o</sup> à l'exception d'une activité artistique, une activité en dehors de la régie portuaire qui n'est pas effectuée un jour de travail.

Pour l'application du présent paragraphe est considéré comme jour de travail : tous les jours de la semaine, à l'exception du samedi et du dimanche. ».

**Art. 2.** L'article 137, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 17 juillet 2015, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 6<sup>o</sup> au travailleur visé à l'article 71bis, § 5, un « état de prestations » après la fin de chaque mois calendrier. ».

**Art. 3.** L'article 138bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 12 mars 2003 et remplacé par l'arrêté royal du 20 janvier 2017, est complété par un 4<sup>o</sup>, rédigé comme suit :

« 4<sup>o</sup> « l'état de prestations » visé à l'article 137, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>. ».

**Art. 4.** Le présent arrêté produit ses effets le 18 avril 2017.

Par dérogation à l'alinéa premier, les articles 153 et 154 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage ne sont applicables au travailleur visé par l'article 71bis, § 5, alinéa premier, du même arrêté, si le fait qui mène au litige est antérieur à la date de publication de ce présent arrêté.

Gelet op advies 61.834/1/V van de Raad van State, gegeven op 9 augustus 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 71bis van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 juli 2007 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 februari 2014 en 30 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup>) in § 4 worden de woorden "onderhavig artikel" vervangen door de woorden en cijfers "de §§ 1 en 3";

2<sup>o</sup>) er wordt een § 5 ingevoegd, luidend als volgt :

" § 5. Artikel 71 is niet van toepassing op de werknemer bedoeld in artikel 28, § 3, 1<sup>o</sup>, die aanspraak maakt op uitkeringen als volledig werkloze en voor wie een vrijstelling van aanmelding geldt in toepassing van artikel 74, § 4, en ingevolge de uitvoering van een collectieve arbeidsovereenkomst afgesloten in het paritair subcomité voor het havenbedrijf waaronder de werknemer ressorteert die voorziet in een elektronische aanwerving.

In afwijking van het eerste lid, blijft de in het eerste lid bedoelde werknemer die een activiteit uitoefent in de zin van artikel 45, zoals omschreven in het zesde lid, evenwel tot de laatste werkdag van de maand onderworpen aan artikel 71, eerste lid, 1<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup> tot 6<sup>o</sup>, voor zover hij deze procedure verkiest in plaats van de procedure vermeld in het eerste lid.

In afwijking van het eerste lid blijft evenwel onderworpen aan artikel 71, eerste lid, 1<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup> tot 6<sup>o</sup>, de in het eerste lid bedoelde werknemer die een artistieke activiteit uitoefent in de zin van artikel 27, 10<sup>o</sup>, die ingeschakeld is in het economische ruilverkeer, alsmede deze werknemer die een inkomen ontvangt in de zin van artikel 130 uit de uitoefening van een artistieke activiteit.

De werknemer die in toepassing van het eerste lid niet in het bezit is van een controlekaart en die een activiteit bedoeld in artikel 45, zoals omschreven in het zesde lid, uitoefent, moet dit meedelen aan zijn uitbetalingsinstelling. Deze mededeling moet schriftelijk gebeuren voor elke maand waarin dergelijke activiteit plaatsvindt, vóór de aanvang van de eerste activiteit in de maand. In afwijking van het eerste lid is deze werknemer vanaf de aanvang van de activiteit die het voorwerp van deze aangifte is of had moeten zijn en tot de laatste werkdag van die maand onderworpen aan de toepassing van artikel 71, eerste lid, 1<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup> tot 6<sup>o</sup>.

De aangifte voorzien in het vierde lid wordt, voor de toepassing van artikel 153, beschouwd als een verplichte aangifte in de zin van dit artikel.

Voor de toepassing van deze paragraaf worden niet beschouwd als een activiteit in de zin van artikel 45 :

1<sup>o</sup> een activiteit verricht ingevolge een aanwerving door een werkgever uit het havenbedrijf waaronder de werknemer ressorteert; evenals,

2<sup>o</sup> met uitzondering van een artistieke activiteit, een activiteit buiten het havenbedrijf die niet op een werkdag, wordt verricht.

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt beschouwd als werkdag : alle dagen van de week, met uitzondering van de zaterdag en de zondag. ».

**Art. 2.** Artikel 137, § 1, eerste lid, 6<sup>o</sup>, van hetzelfde besluit, opgeheven bij het koninklijk besluit van 17 juli 2015, wordt hersteld als volgt :

"6<sup>o</sup> aan de werknemer bedoeld in artikel 71bis, § 5, een "prestatiestaat", na het verstrijken van elke kalendermaand. ».

**Art. 3.** Artikel 138bis, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 maart 2003 en vervangen bij het koninklijk besluit van 20 januari 2017, wordt aangevuld met een 4<sup>o</sup>, luidend als volgt :

"4<sup>o</sup> de "prestatiestaat" bedoeld in artikel 137, § 1, eerste lid, 6<sup>o</sup>. ».

**Art. 4.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 18 april 2017.

In afwijking van het eerste lid, zijn de artikelen 153 en 154 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering niet van toepassing op de in artikel 71bis, § 5, eerste lid, van hetzelfde besluit bedoelde werknemer, indien het feit dat aanleiding geeft tot de betwisting gelegen is voor de datum van de publicatie van dit besluit.

**Art. 5.** Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 octobre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,  
K. PEETERS

**Art. 5.** De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 oktober 2017.

FILIP

Van Koningswege :  
De Minister van Werk,  
K. PEETERS

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2017/205087]

**8 OCTOBRE 2017.** — Arrêté ministériel modifiant les articles 1<sup>er</sup>, 19 et 70 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage

Le Ministre de l'Emploi,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, i, remplacé par la loi du 14 février 1961, § 1<sup>septies</sup>, alinéa 3, insérés par la loi du 25 avril 2014 et § 1<sup>octies</sup> inséré par la loi du 25 avril 2014;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant la réglementation du chômage, les articles 46, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°, remplacé par l'arrêté royal du 28 juillet 2006 et 119, 3°;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, donné le 20 avril 2017;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 mai 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 juillet 2017;

Vu l'avis 62.020/1V du Conseil d'Etat, donné le 12 septembre 2017 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 14 janvier 1973,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup>, 13°, de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage, inséré par l'arrêté ministériel du 30 juin 1992 et remplacé par l'arrêté ministériel du 22 décembre 1992, les mots suivants sont abrogés : « et agréée par le directeur du bureau du chômage ».

**Art. 2.** L'article 19 du même arrêté modifié par l'arrêté ministériel du 17 juillet 2015, est remplacé par la disposition suivante :

« Sans préjudice de l'application de l'article 130<sup>ter</sup> de l'arrêté royal, les avantages qui sont accordés dans le cadre, pendant ou suite à une formation, des études, un stage ou un apprentissage, ne sont pas considérés comme une rémunération au sens de l'article 46, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, de l'arrêté royal, dans le chef du chômeur qui, conformément à l'article 152<sup>quinquies</sup> de l'arrêté royal, peut suivre ces études, cette formation, ce stage ou cet apprentissage avec maintien des allocations.

Les avantages qui sont accordés dans le cadre, pendant ou suite à une formation, des études, un stage ou un apprentissage, ne sont pas considérés comme une rémunération au sens de l'article 46, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, de l'arrêté royal, dans le chef de la personne avec laquelle le chômeur cohabite lorsque ces avantages ne dépassent pas la limite prévue à l'article 60, alinéa 2, 3°, ou à l'article 60, alinéa 3, lorsqu'il s'agit d'un enfant.

Par dérogation aux alinéas précédents, l'indemnité accordée au chômeur dans le cadre d'une formation professionnelle individuelle en entreprise n'est pas considérée comme rémunération pour autant que cette indemnité corresponde à un pourcentage de la différence entre le salaire que le travailleur devrait percevoir de la part de l'employeur dans le cadre d'un contrat de travail et du montant des allocations de chômage auxquelles le travailleur peut prétendre.

Par dérogation aux alinéas précédents, la bourse d'études sur laquelle des retenues pour la sécurité sociale sont effectuées, est considérée comme une rémunération.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2017/205087]

**8 OKTOBER 2017.** — Ministerieel besluit tot wijziging van de artikelen 1, 19 en 70 van het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering

De Minister van Werk,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, artikel 7, § 1, derde lid, i, vervangen bij de wet van 14 februari 1961, § 1<sup>septies</sup>, derde lid, ingevoegd bij de wet van 25 april 2014 en § 1<sup>octies</sup>, ingevoegd bij de wet van 25 april 2014;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, de artikelen 46, § 1, tweede lid, 2°, vervangen bij het koninklijk besluit van 28 juli 2006 en 119, 3°;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, gegeven op 20 april 2017;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 mei 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 14 juli 2017;

Gelet op het advies 62.020/1/V van de Raad van State, gegeven op 12 september 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1, 13°, van het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering, ingevoegd bij het ministerieel besluit van 30 juni 1992 en vervangen bij het ministerieel besluit van 22 december 1992, worden de woorden "en aanvaard door de directeur van het werkloosheidsbureau" opgeheven.

**Art. 2.** Artikel 19 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 17 juli 2015, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Onverminderd de toepassing van artikel 130<sup>ter</sup> van het koninklijk besluit, worden de voordelen die toegekend zijn in het kader van, tijdens of ten gevolge van een opleiding, studies, een stage of een leertijd, niet beschouwd als loon in de zin van artikel 46, § 1, eerste lid, 6°, van het koninklijk besluit, in hoofde van de werkloze die, overeenkomstig artikel 152<sup>quinquies</sup> van het koninklijk besluit, deze studies, opleiding, stage of leertijd mag volgen met behoud van de uitkeringen.

De voordelen die toegekend zijn in het kader van, tijdens of ten gevolge van een opleiding, studies, een stage of een leertijd, worden niet beschouwd als loon in de zin van artikel 46, § 1, eerste lid, 6°, van het koninklijk besluit, in hoofde van de persoon met wie de werkloze samenwoont wanneer deze voordelen de grens die voorzien is in artikel 60, tweede lid, 3°, of, als het gaat om een kind, in artikel 60, derde lid, niet overschrijden.

In afwijking van de vorige leden, wordt de vergoeding toegekend aan de werkloze in het kader van een individuele beroepsopleiding in een onderneming, niet beschouwd als loon, voor zover deze vergoeding overeenkomt met een percentage van het verschil tussen het loon dat de werknemer zou moeten ontvangen van de werkgever in het kader van een arbeidsovereenkomst en het bedrag van de werkloosheidsuitkeringen waarop de werknemer aanspraak kan maken.

In afwijking van de vorige leden, wordt een studiebeurs waarop inhoudingen voor de sociale zekerheid worden verricht wel als een loon beschouwd.